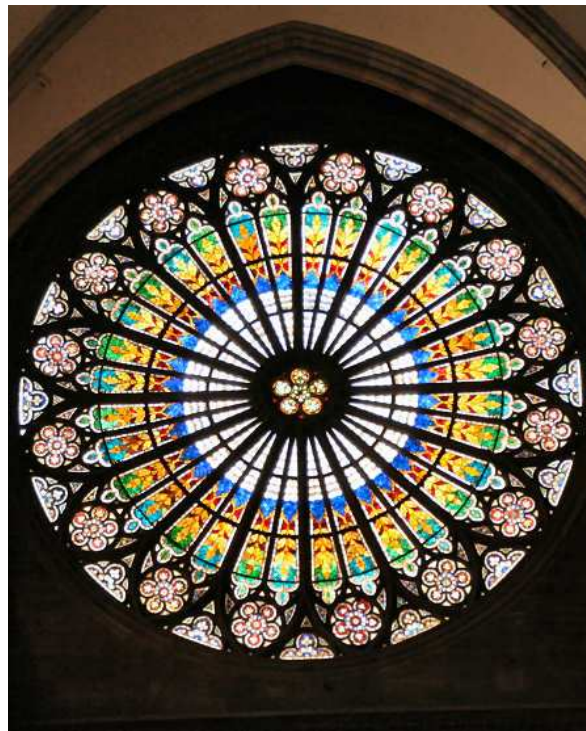


INTERVENTION DEVANT LES COMMISSAIRES ENQUÊTEURS DE LA CCERAM



Strasbourg le 18 MAI 2011

L'enquête publique : Rédaction des conclusions et motivation de l'avis

Ecouter et dialoguer...



Peser le pour... et le contre...



Réfléchir et transcrire...



STRASBOURG LE 18 MAI 2011

Jean, Pierre CHAULET
Vice président des commissaires enquêteurs
d'Ile de France

PREAMBULE

TA de Lyon
30 juin 2009

LA RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR EN CAS D'ABSENCE DE MOTIVATION DE SON AVIS

.../...

Considérant que le fait, pour le commissaire-enquêteur, de s'être mépris sur l'objet de sa mission, et de ne pas avoir motivé son avis favorable dans les conditions prévues par les dispositions de l'article R. 123-11 du code de l'urbanisme, est constitutif d'une **faute**, qui présente un lien direct et certain avec l'annulation, par le tribunal de céans, de la délibération en date du 13 février 2001 approuvant la révision du plan d'occupation des sols; que cette **faute est de nature à engager la responsabilité de l'Etat;**

Considérant qu'eu égard à l'autonomie du commissaire-enquêteur par rapport au bénéficiaire du projet soumis à l'enquête publique, la commune de Péron ne disposait d'aucune possibilité d'intervention en vue d'éviter l'irrégularité de procédure à l'origine de l'annulation de la délibération du 13 février 2001; que, par suite, **aucune faute exonératoire de la responsabilité de l'Etat ne peut être retenue à son encontre;**

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que **l'Etat doit être déclaré entièrement responsable des conséquences dommageables de l'irrégularité de la procédure d'enquête publique** préalable à l'approbation de la révision du plan d'occupation des sols de la commune de Péron approuvée par délibération du 13 février 2001;

.../...

PLAN DE L'EXPOSE

I – INTRODUCTION

II – METHODOLOGIE DU RAPPORT

21 – Introduction

22 – Premier document : le rapport stricto sensu

221 – Première partie : généralités

222 – Seconde partie : les modalités d'organisation et de déroulement de ou des enquêtes

2221 – L'organisation

2222 – Le déroulement

223 – Troisième partie : Analyse des observations et appréciations commissaires enquêteurs

2231 – Le dépouillement des observations et courriers

2232 – Le cas particulier de l'enquête de DUP

23 – Second document : les conclusions du commissaire enquêteur

231 – Rédaction des conclusions

2311 – Conclusions dans document séparé ou pas?

2312 – De l'objectif au subjectif

2313 – Des conclusions partielles à la conclusion finale

232 – Motivation des conclusions

2321 – L'obligation de prendre parti

2322 – Qu'entend-on par motivations?

233 – Avis favorable ou défavorable

234 – Vœux, souhaits, recommandations et réserves



Composition du dossier et pièce(s) manquante(s)

**Conseil d'Etat statuant
au contentieux
N°114401**

Inédit au recueil Lebon

5 / 3 SSR

Mme Mitjavile, rapporteur légal, commissaire du gouvernement

lecture du mercredi 7 avril 1993

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

...(.) “Considérant qu'il résulte tant du procès-verbal dressé le 11 juillet 1988 par l'huissier requis par M. X... et des attestations produites par ce dernier que du rapport établi le 13 juillet 1988 par le commissaire-enquêteur que diverses pièces relatives aux travaux connexes et, en particulier, le document prévu par les dispositions précitées du décret du 31 décembre 1986, ne figuraient plus au dossier d'enquête lorsque M. X... en a demandé la communication ; qu'il n'est pas établi que les pièces manquantes aient été effectivement remplacées avant la clôture de l'enquête ou que M. X... ait pu en avoir antérieurement connaissance dans des conditions lui permettant de faire utilement ses observations sur le programme des travaux connexes, leur montant et sa répartition ”

Composition du dossier et pièce(s) manquante(s)

Conseil d'Etat statuant
au contentieux
N°114401

Inédit au recueil Lebon

5 / 3 SSR

Mme Mitjavile, rapporteur légal, commissaire du gouvernement

lecture du mercredi 7 avril 1993

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

...(.) “Considérant qu'il résulte tant du procès-verbal dressé le 11 juillet 1988 par l'huissier requis par M. X... et des attestations produites par ce dernier que du rapport établi le 13 juillet 1988 par le commissaire-enquêteur que diverses pièces relatives aux travaux connexes et, en particulier, le document prévu par les dispositions précitées du décret du 31 décembre 1986, ne figuraient plus au dossier d'enquête lorsque M. X... en a demandé la communication ; qu'il n'est pas établi que les pièces manquantes aient été effectivement remplacées avant la clôture de l'enquête ou que M. X... ait pu en avoir antérieurement connaissance dans des conditions lui permettant de faire utilement ses observations sur le programme des travaux connexes, leur montant et sa répartition ”

Composition du dossier et pièce(s) manquante(s)

Cour administrative d'appel de Douai

N° 04DA00563

Inédit au recueil Lebon

1RE CHAMBRE - FORMATION A 3 (TER)

M. Merloz, président

M. Pierre Le Garzic, rapporteur

M. Lepers, commissaire du gouvernement

RICARD, PAGE & DEMEURE, avocats

lecture du jeudi 17 novembre 2005

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

... (...) “Considérant qu'il résulte des deux attestations produites par la commune de Méru et établies respectivement par le premier adjoint au maire et par le commissaire-enquêteur, que les avis des personnes publiques associées étaient joints au dossier soumis à enquête publique ; que de telles attestations, en l'absence de preuve contraire, sont de nature à établir que les prescriptions sus rappelées ont été respectées ” ;

Concertation insuffisante

Cour administrative d'appel de Bordeaux
N° 98BX02090
Inédit au recueil Lebon
1E CHAMBRE
M. Larroumec, rapporteur
M. Pac, commissaire du gouvernement
lecture du jeudi 20 décembre 2001

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) “Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le conseil de la communauté urbaine de Bordeaux a fixé par délibération en date du 22 mars 1996 les modalités de la concertation nécessaire lors de la procédure de la douzième modification du plan d'occupation des sols ; qu'en se bornant à prévoir dans chacune des communes concernées par les modifications envisagées par le projet et entrant dans le champ d'application de l'article L. 300-2 précité la simple mise à disposition auprès du public d'un dossier et d'un registre afin qu'y soient recueillies ses observations et ses suggestions, le conseil de la communauté sortant n'a pas organisé une concertation suffisante ; que l'ensemble des modifications relatives au territoire de la commune de Bouliac, et notamment celle intéressant la parcelle cadastrée AL 218, qui ont pour objet d'ouvrir à l'urbanisation des zones d'urbanisation future devaient être soumises à la concertation exigée par l'article L. 300-2 précité ; que cette concertation ayant été insuffisante et même omise pour la parcelle AL 218, la délibération en date du 20 septembre 1996 par laquelle le conseil de la communauté urbaine de Bordeaux approuve la douzième modification du plan d'occupation des sols est irrégulière en tant qu'elle concerne les modifications d'ordre 2 et 3" relatives à la commune de Bouliac ”;

Concertation absente

Cour administrative d'appel de Marseille

N°99MA01941

Inédit au recueil Lebon

1ERE CHAMBRE - FORMATION A 3

M. ROUSTAN, président

Mme Cécile FEDI, rapporteur

M. HERMITTE, commissaire du gouvernement

GIRAUD, avocat

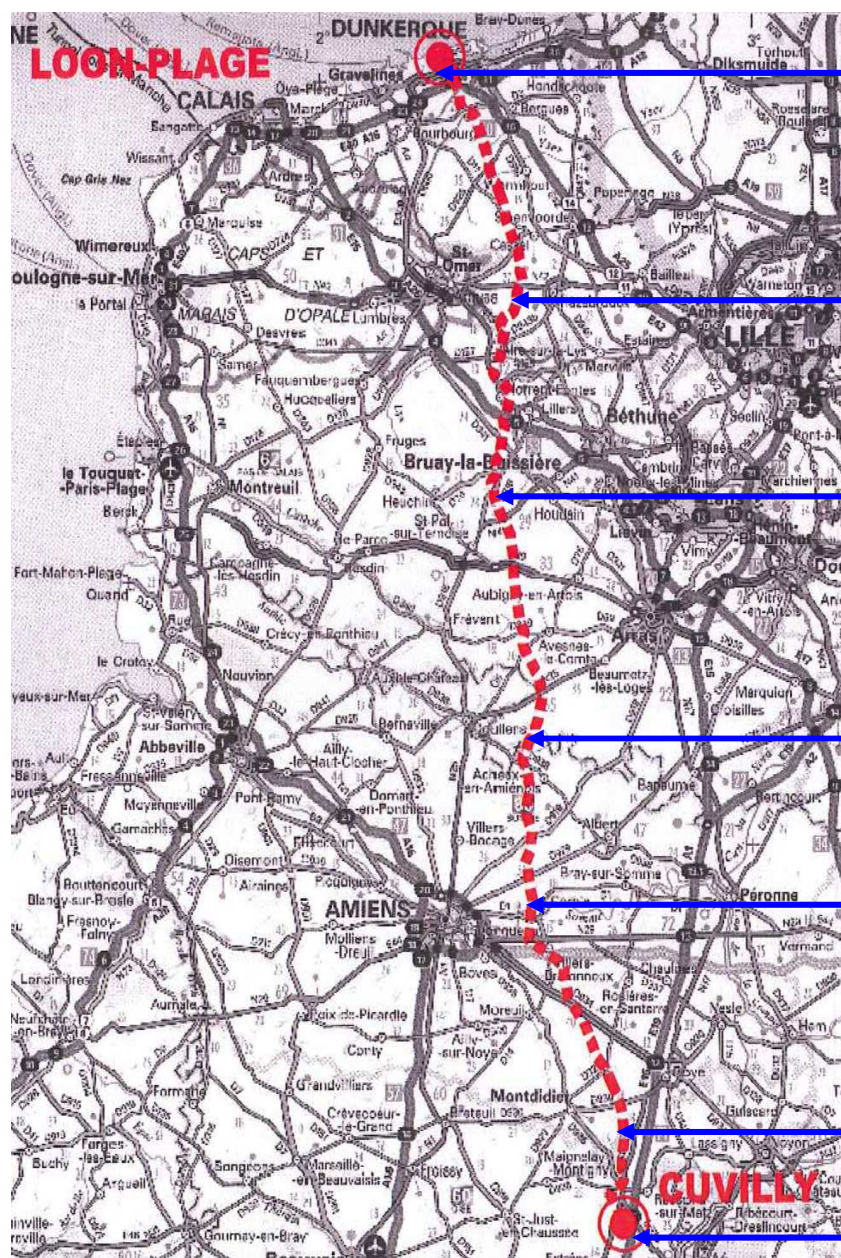
lecture du jeudi 17 juin 2004

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) “que les moyens tirés de ce que le projet ne modifierait pas substantiellement le cadre de vie ou l'activité économique de la commune et qu'il ne s'agirait pas d'une opération d'aménagement réalisée par la commune ou pour son compte au sens du 3ème cas visé par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, sont inopérants ; que, par suite, en l'absence de procédure de concertation préalable instituée par ledit article 4 spécifique à l'opération, qui ne saurait être utilement remplacée par une concertation préalable réalisée au cours de la révision du plan d'occupation des sols intervenue en 1992, la SOCIETE PROVENCE LOGIS n'est pas fondée à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le Tribunal administratif de Nice a annulé la délibération en date du 4 octobre 1994 au motif qu'elle était entachée d'un vice de procédure ”;

Planche 1



Secteur	Nom du commissaire enquêteur	Nombre de permanences tenues
①	André LE MORVAN	14
②	Michel NIEMANN	16
③	Claudie COLLOT	14
④	Dominique VASSEUR	12
⑤	Jean François BLOC	16
⑥	Guy BOURETZ	6

Répartition par zone des commissaires enquêteurs pour l'enquête du SDRIF.

L'Ile de France est divisée en 6 zones : Paris (75), Petite Couronne (92,93 et 94), Seine et Marne (77) Yvelines (78), Essonne (91) et Val d'Oise (95), soit **161** lieux de permanences.

Les 18 CE (sans le Président) sont répartis au sein de ces zones et un CE est désigné comme pilote de sa zone.

Autant que faire se peut les CE ont été maintenus dans leur département d'origine et les CE parisiens (excédentaires) ont été répartis dans les autres départements.

La répartition des CE par zone est la suivante :

Zone	Nombre de CE	Nombre de permanences à assurer	Commissaire Enquêteur Pilote	Autres Commissaires Enquêteurs
Paris (75)	2	42	MC. X	C. A
Petite Couronne (92 + 93 + 94)	5	85	J. Y	S. B A. C MF. D A. E
Seine et Marne (77)	5	94	MF. Z	JC. F J. G B. H R. I
Yvelines (78)	2	38	T. V	JM. J
Essonne (91)	2	41	Y. W	G. K
Val d'Oise (95)	2	43	M. T	F. de L
Total	18	343	6	12

Les commissaires enquêteurs pilotes sont chargés (en liaison avec les différents CE de leur zone) de compléter les tableaux joints en précisant les jours et heures de permanence par lieu de permanence et le nom du CE assurant la permanence en observant les recommandations suivantes :

- découper sa zone de responsabilité en sous zones à répartir entre CE,
- éviter de faire assurer une permanence à un CE dans sa commune de résidence,
- essayer de répartir harmonieusement les permanences tout au long de l'enquête (ainsi pour un lieu à 3 permanences : assurer une permanence en début d'enquête, une au milieu et une à la fin de l'enquête),
- utiliser au maximum les périodes d'ouverture des samedis matins et les "nocturnes".

Afin d'avoir une vue d'ensemble des différentes problématiques de ce SDRIF, le Président de la CE assurera en "doublure" **25** permanences (**5** dans le 77, **4** dans le 78, 91 et 95, et **2** dans le 75, 92, 93 et 94) avec un des CE en charge.

Yvelines (78) 2 CE CE V (pilote), CE J**Planche 2 bis**

13 lieux de permanence à 2 permanences et 4 lieux à 3 permanences soit = 38 permanences à organiser

(Moyenne de 19 permanences par commissaire)

Yvelines (17 lieux)	Date et Horaires 1^{ère} permanence	Date et Horaires 2^{ème} permanence	Date et Horaires 3^{ème} permanence	Commissaire chargé de la permanence
Ablis				
Aubergenville				
Beynes				
Bonnières-sur-Seine				
Bréval				
Chevreuse				
Houdan				
La Celle-Saint-Cloud				
Le Perray-en-Yvelines				
Mantes-la-Jolie				
Meulan				
Montigny-le-Bretonneux				
Rambouillet				
Saint-Germain-en-Laye				
Sartrouville				
Verneuil-sur-Seine				
Versailles				

Conditions de déroulement de l'enquête (extrait rapport CSNE)

Planche 3

2.7 Conditions de déroulement de l'enquête dans chacune des communes concernées et rencontres avec les maires

2.7.1 Déroulement de l'enquête dans le secteur de monsieur Jean Pierre CHAULET (Secteur 1)

2.7.1.1 Dans la commune de Compiègne

2.7.1.1.1 Vérification de l'affichage et des mesures de publicité

L'affichage réglementaire était en place et bien visible du public comme a pu le constater le commissaire enquêteur.

C'est ainsi que l'affiche réglementaire figurait bien sur la porte d'entrée de la mairie.

Par ailleurs lors de ses prises de permanence le commissaire enquêteur a constaté que la même affiche figurait sur 2 des panneaux d'affichage administratif situés sur son itinéraire.

En outre tout au long de l'enquête des panneaux lumineux ont rappelé que cette enquête faisait l'objet de permanences en mairie de Compiègne.

Enfin la commune de Compiègne, dans son bulletin municipal N°27 et dans son bulletin municipal N°30 a fait état de l'enquête publique et a précisé la tenue et les horaires des permanences à la mairie de Compiègne.

2.7.1.1.2 Conditions d'organisation et de déroulement de l'enquête

Le commissaire enquêteur a pris contact téléphoniquement préalablement à l'ouverture de l'enquête avec le service Urbanisme de la Mairie, responsable de l'organisation de l'enquête pour s'assurer que tout était bien mis en place et organisé.

A l'entrée dans le hall d'accueil de la mairie VNF avait mis en place des panneaux d'information sur le futur canal ainsi qu'une vidéo diffusant en continu des informations et des témoignages d'acteurs, majoritairement politiques, concernés par le projet.

Les permanences se sont déroulées dans une vaste salle située à l'étage à côté du cabinet du maire, bien adaptée à l'enquête. Les visites ont été peu nombreuses la ville étant peu impactée par l'emprise et/ou des travaux concernant le futur canal.

2.7.1.1.3 Entretien (éventuel) avec le maire de la commune et/ou adjoint du maire.

Lors des deux permanences effectuées en mairie de Compiègne, je n'ai pas pu rencontrer le Maire, celui-ci étant sur Paris pris par ses activités de parlementaire.

J'ai cependant été reçu par le maire-adjoint chargé de l'Urbanisme qui m'a longuement parlé des avantages qu'apporterait le futur canal à l'économie de la ville et à la région (Cf. Compte rendu détaillé en annexe **24**

2.7.1.2 Dans la commune de Choisy-au-Bac

.../...

La commission d'enquête a fait un compte rendu détaillé du déroulement de l'enquête...

Cour Administrative d'Appel de Nancy

N°08NC00005

Inédit au recueil Lebon

1ère chambre - formation à 3

M. le Prés GILTARD, président

M. Olivier COUVERT-CASTERA, rapporteur

Mme STEINMETZ-SCHIES, commissaire du gouvernement

SOCIÉTÉ D'AVOCATS M & R, avocat

lecture du jeudi 18 décembre 2008

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ...que le rapport de la commission d'enquête a pu être rédigé par le seul président de la commission, dès lors que le rapport est signé des trois commissaires enquêteurs et que sa teneur confirme celle des rapports partiels faits par chacun des commissaires ; que ce document comprend un compte rendu détaillé du déroulement de l'enquête ... »

Omission d'une mention dans déroulement enquête compensée par prise en compte dans conclusions...

Conseil d'État

N° 275013

Mentionné dans les tables du recueil Lebon

10ème et 9ème sous-sections réunies

M. Martin, président

Mme Fabienne Lambolez, rapporteur

Mlle Verot, commissaire du gouvernement

SCP COUTARD, MAYER, avocats

lecture du vendredi 10 novembre 2006

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ...Considérant, en premier lieu, que si le rapport de déroulement de l'enquête d'utilité publique ne comporte pas la mention de la déposition annexée par L'ASSOCIATION DE DEFENSE DU RIZZANESE ET DE SON ENVIRONNEMENT (ADRE) au registre ouvert à la sous-préfecture de Sartène, à laquelle étaient annexées deux pétitions, il ressort des conclusions motivées de la commission d'enquête que celle-ci a largement pris en compte les préoccupations exprimées par l'ADRE et qu'elle a mentionné l'existence de pétitions ; qu'ainsi, l'omission de la mention formelle de la déposition de l'ADRE n'a pas entaché la régularité de l'enquête ... »

Le commissaire enquêteur n'a pas fait état de perturbations survenues pendant l'enquête...

Cour Administrative d'Appel de Marseille
N°05MA01042
Inédit au recueil Lebon
1ère chambre - formation à 3
M. ROUSTAN, président
Mme Cécile FEDI, rapporteur
M. CHERRIER, commissaire du gouvernement
CABINET FRANCIS LEFEBVRE, avocat
lecture du jeudi 28 juin 2007

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ...que, d'autre part, à supposer même que le déroulement de l'enquête ait été perturbé par divers intervenants, situation dont le commissaire enquêteur se devait de faire état, le rapport se borne à réitérer à plusieurs reprises la position de principe de son auteur sur la pertinence du recours aux éoliennes sans analyser le contexte local ; qu'une telle attitude est incompatible avec l'obligation d'impartialité inhérente à la mission du commissaire enquêteur ; que, par suite, c'est à bon droit que pour ce double motif, la procédure suivie étant entachée d'illégalité, le Tribunal administratif de Montpellier a annulé les permis de construire litigieux ... » »

Refus d'organiser une réunion publique validée...

Cour Administrative d'Appel de Versailles

N°08VE00624

Inédit au recueil Lebon

2ème Chambre

Mme TANDONNET-TUROT, président

M. Hubert LENOIR, rapporteur

Mme KERMORGANT, commissaire du gouvernement

RICHER, avocat

lecture du jeudi 19 novembre 2009

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ...Considérant qu'aux termes de l'article R. 11-14-12 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : Lorsqu'il estime que l'importance ou la nature de l'opération, ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion publique, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait part au préfet et à l'expropriant et leur indique les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion (...) ; que, conformément à ces dispositions, il appartient au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête d'apprécier l'opportunité d'organiser une réunion publique ; que, par suite, les requérants ne sont pas fondés à soutenir que la commission d'enquête, qui a tenu une réunion publique dans chacun des départements concernés, aurait entaché d'irrégularité la procédure suivie au cours de l'enquête publique en refusant d'organiser une réunion sur le territoire de la commune de Viroflay... »

Refus d'organiser une réunion publique validée...

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N° 203032
Inédit au recueil Lebon
M. Thiellay, rapporteur
M. Chauvaux, commissaire du gouvernement
lecture du mercredi 17 mai 2000

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ..Considérant qu'aux termes de l'article R. 11-14-12 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : "Lorsqu'il estime que l'importance ou la nature de l'opération ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion publique, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait part au préfet et à l'expropriant et leur indique les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion" ; que l'utilité de l'organisation d'une telle réunion est laissée à l'appréciation de la commission d'enquête qui a pu décider, sans erreur manifeste d'appréciation, de ne pas la prescrire ... »

Refus d'organiser réunion publique par Préfet invalidé...

Cour Administrative d'Appel de Nantes

N° 08NT02826

Inédit au recueil Lebon

2ème Chambre

M. PEREZ, président

Mme Catherine BUFFET, rapporteur

M. DEGOMMIER, commissaire du gouvernement

BASCOULERGUE, avocat

lecture du mardi 13 octobre 2009

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ...que, par courrier du 26 septembre 2005 adressé au préfet, le commissaire-enquêteur, faisant application des pouvoirs qui lui sont attribués par les dispositions des articles L. 123-9 du code de l'environnement et R. 11-14-12 et R. 11-14-13 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, après avoir souligné une participation très importante du public à l'enquête à tel point que certaines personnes renoncent au bout d'une heure d'attente à le rencontrer ainsi que les nombreuses interrogations du public sur les éléments qui ont orienté la municipalité sur le choix du site de La Côte, indique son intention d'organiser, sous sa présidence, une réunion publique sur le projet en cause et demande, en conséquence, à l'autorité préfectorale de prévoir le prolongement de cette enquête pendant une durée de deux semaines repoussant la clôture du lundi 3 octobre à 17h30 au lundi 17 octobre même heure ; que ces éléments de fait ne sont pas contredits par le ministre ; que de même, il n'est pas contesté que la prolongation, pour une période de quinze jours, de la durée des enquêtes publiques conjointes a été annoncée, le 26 septembre 2005 par le maire de La Chapelle-sur-Erdre qui a, également, indiqué la tenue, le 14 octobre 2005, d'une réunion publique ; que la prolongation de la durée des enquêtes a été portée à la connaissance du public, le 28 septembre 2005, par voie de publication dans le journal Ouest-France ; que, toutefois, en raison du refus du préfet de faire droit à la demande d'organisation d'une réunion publique, le déroulement des enquêtes publiques s'est achevé le 3 octobre 2005 et le public n'en a été informé que le jour même ; que les enquêtes publiques se sont ainsi déroulées dans des conditions de nature à priver le public des garanties prévues par les dispositions précitées ... »

Remplacement registre sans influence sur avis de la commission...

Cour administrative d'appel de Paris

N° 96PA02808 96PA02812

Inédit au recueil Lebon

1E CHAMBRE

Mme HELMLINGER, rapporteur

M. BARBILLON, commissaire du gouvernement

lecture du jeudi 16 septembre 1999

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« que la commune des Ulis n'établit pas que le remplacement, à la suite de sa disparition, d'un registre, dans la commune de Villejust, a été de nature à influencer l'avis émis par la commission ... »

Non examen de 6000 pétitions

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N° 14601
Publié au recueil Lebon
1 / 4 SSR
M. Ducoux, président
M. Belaval, rapporteur
M. Dondoux, commissaire du gouvernement
lecture du vendredi 14 novembre 1980

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(…) « CONSIDERANT QU'IL N'EST PAS CONTESTE QU'ENVIRON 6 000 PETITIONS ONT ETE ADRESSEES PAR L'ASSOCIATION DES RIVERAINS DE L'AERODROME DE SISTERON-THEZE AU COMMISSAIRE ENQUETEUR DANS LE DELAI PREVU A L'ARTICLE R. 11-8 PRECITE DU CODE DE L'EXPROPRIATION ; **QU'IL RESSORT DES PIECES DU DOSSIER QUE CES PETITIONS N'ONT PAS ETE ANNEXEES AU REGISTRE D'ENQUETE ET QUE LE COMMISSAIRE ENQUETEUR N'EN A MEME PAS MENTIONNE L'EXISTENCE ; QUE LA CIRCONSTANCE QU'UNE PARTIE DES PETITIONNAIRES NE RESIDAIT PAS DANS LE DEPARTEMENT N'ETAIT PAS DE NATURE A DISPENSER LE COMMISSAIRE ENQUETEUR DE L'EXAMEN PREVU PAR L'ARTICLE R. 11-10 DU CODE DE L'EXPROPRIATION PRECITE ; QUE, PAR SUITE, L'ARRETE EN DATE DU 29 DECEMBRE 1976 DU PREFET DES ALPES DE HAUTE PROVENCE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'AERODROME DE SISTERON-THEZE A ETE PRIS SUR UNE PROCEDURE IRRÉGULIERE (...) »**

Le commissaire enquêteur peut présenter les observations de façon thématique

Cour Administrative d'Appel de Bordeaux
N° 06BX01509
Inédit au recueil Lebon
5ème chambre (formation à 3)
M. DE MALAFOSSE, président
Mme Florence REY-GABRIAC, rapporteur
M. POUZOULET, commissaire du gouvernement
SCP DANIEL PICOTIN, avocat
lecture du lundi 8 septembre 2008

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

...(...) «**Considérant que le rapport du commissaire-enquêteur peut effectuer une synthèse des observations recueillies, en présentant celles-ci de façon thématique** ; qu'il n'est ni établi ni soutenu que le commissaire-enquêteur n'ait pas analysé de façon suffisamment précise les motifs de l'hostilité au projet des personnes ayant déposé leurs observations en ce sens ; que son rapport comporte une analyse approfondie des arguments des personnes et associations défavorables au projet et reprend notamment l'analyse des critiques de l'association Indre et Nature formulées dans un courrier du 25 mars 2002, quand bien même tous les détails de ces critiques n'y sont pas rappelés ; que le commissaire-enquêteur a donc bien, dans son rapport, examiné l'ensemble des observations recueillies ; que, par suite le moyen tiré de la méconnaissance des dispositions de l'article 7 précité ne saurait être accueilli ; »

Validation du regroupement par thèmes des observations

Cour Administrative d'Appel de Versailles

N° 06VE00236

Inédit au recueil Lebon

2ème Chambre

Mme VETTRAINO, président

Mme Corinne SIGNERIN-ICRE, rapporteur

Mme GRAND d'ESNON, commissaire du gouvernement

CAPIAUX, avocat

lecture du jeudi 17 juillet 2008

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« (...) Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, d'une part, que le commissaire enquêteur a examiné l'ensemble des observations formulées au cours de l'enquête, en les regroupant par thèmes, et a répondu aux préoccupations qui avaient été exprimées par le public en préconisant d'ailleurs des adaptations pour tenir compte de certaines de ces observations (...). »

Ex: Dépouillement des communes du Val d'Oise (95)

Commune d'ARGENTEUIL

Planche 4

Numéro Observation	Analyse-synthèse des observations et/ou courriers	Principaux thèmes dégagés	Autres items évoqués
1	Anonyme : La densité d'Argenteuil est déjà trop forte.	Densification	Transparence
2	Anonyme : s'étonne de la destruction de logements de qualité afin d'en construire d'autres qui s'adressent à une population plus aisée.	Logements	Transparence
3	Anonyme : Trop de logements sociaux sur Argenteuil ,trop d'habitants en Ile de France. Plus de transparence dans les décisions.	Logements	
4	M. GUIVARDI d'Argenteuil : - regrette l'abandon du doublement de l'A86, - souhaite la réalisation rapide de la Tangentielle, prévoir des interconnexions avec le T2 et le Tram'y, - demande des structures d'accueil pour les personnes âgées.	Transports	Structures sociales (personnes âgées)
5	M. SEVERIN d'Argenteuil : - Prévoir TC entre la gare du Val et la zone industrielle du Val. - Créer des logements individuels sur Argenteuil - Statuer sur la Gare de grande ceinture actuellement livrée aux ferrailleurs.	Transports Logements	
6	M. NOGUIER d'Argenteuil souhaite : - plus de plantations d'alignement - l'aménagement des berges de la Seine, - le développement des coulées vertes ou agricole, - l'amélioration des TC (réseau de bus et réseau ferré).	Qualité de la vie Zones agricoles Transports	Berges de la Seine
7	M. CHANDERNAGOR, Sté FAYOLLES à Soisy sous Montmorency - La gestion des ressources initiales est insuffisamment prise en considération, en particulier n'apparaissent pas les réserves foncières d'extraction à proximité des sites en exploitation. Estime que le SDRIF ne s'inscrit pas dans une démarche de développement des carrières.	Activité économique	Gestion ressources foncières
8	Mme CHEGUT déplore accessibilité de l'information et lisibilité des cartes	Lisibilité documents	Accessibilité info
9	M. HEUDE d'Argenteuil demande la création de bus entre Argenteuil et Roissy ainsi que des interconnexions entre Argenteuil et les pôles de décisions (Cergy, La Défense)	Transports	
10	Conseillère Municipale à St Gratien :Favorable au projet de SDRIF notamment en raison du rééquilibrage en logements sociaux, du développement des transports écologiques, de la sauvegarde des espaces verts, d'une meilleure répartition Est/Ouest.	Logements Zones naturelles Transports Activité économique	
11	M. JULLIEN ancien Maire adjoint d'Argenteuil : - regrette la taille de la carte de destination générale, - espère que le Schéma et les projets qui s'y rattachent aboutiront rapidement notamment celui de la Tangentielle Nord, - est favorable à la densification.	Lisibilité documents Transports Densification	
12	M. REYNES d'Argenteuil se dit contre le projet : - manque de réalisme en particulier concernant l'urbanisation, les objectifs de logements, - inadéquation entre la densification projetée et le développement des transports en commun notamment dans le Val d'Oise	Logements Densification Transports	
13	M. BRUNEAU d'Argenteuil : - favorable au projet de liaison entre les communes en TC - opposé à la densification.	Transports Densification	

Liste des thèmes retenus pour l'enquête publique sur la révision du SDRIF et groupes pilotes

Planche 5

Thèmes Principaux

N° du thème	Libellé du thème	Groupe pilote
Thème N°1	Lisibilité des documents mis à l'enquête	Groupe 5 (Essonne)
Thème N°2	La densification	Groupe 2 (Petite Couronne)
Thème N°3	Les transports	Groupe 6 (Val d'Oise)
Thème N°4	Les logements	Groupe 2 (Petite Couronne)
Thème N°5	La compatibilité du SDRIF avec les autres documents	Groupe 4 (Yvelines)
Thème N°6	Le SDRIF et l'activité économique	Groupe 3 (Seine et Marne)
Thème N°7	Le SDRIF et la qualité de la vie	Groupe 1 (Paris)
Thème N°8	Le SDRIF et les zones naturelles	Groupe 3 (Seine et Marne)
Thème N°9	Le SDRIF et la concertation	Groupe 1 (Paris)
Thème N°10	Le SDRIF et les zones agricoles	Groupe 3 (Seine et Marne)

Thèmes complémentaires

N° du thème	Libellé du thème	Groupe pilote
Thème N°11	Les aéroports de Paris (Roissy, Le Bourget et Orly)	Groupe 6 (Val d'Oise)
Thème N°12	Saclay	Groupe 4 (Yvelines)
Thème N°13	Le Fleuve, élément fédérateur du projet spatial régional	Groupe 1 (Paris)
Thème N°14	La Défense - Nanterre	Groupe 2 (Petite Couronne)
Thème N°15	L'unité régionale (Polycentrisme, Paris-Métropole, etc.)	Groupe 2 (Petite Couronne)
Thème N°16	Formation, enseignement, recherche, etc.	Groupe 3 (Seine et Marne)

Dépouillement des communes du Val d'Oise (95)

Commune d'ARGENTEUIL

Planche 6

Thèmes	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Commentaires
Observations	Libilité des documents mis à l'enquête	La densification	Les transports	Les logements	La compatibilité du SDRIF avec les autres documents	Le SDRIF et l'activité économique	Le SDRIF et la qualité de la vie	Le SDRIF et les zones naturelles	Le SDRIF et la concertation	Le SDRIF et les zones agricoles	Compléments apportés sur autres problématiques ou précisions importantes intéressant l'enquête SDRIF, développés dans l'observation ou le courrier
REGISTRE N°1											
1		X									Anonyme : La densité d'Argenteuil est déjà trop forte.
2				X							Anonyme : s'étonne de la destruction de logements de qualité afin d'en construire d'autres qui s'adressent à une population plus aisée.
3				X			X				Anonyme : Trop de logements sociaux sur Argenteuil, trop d'habitants en Ile de France. Plus de transparence dans les décisions.
4			X				X				M. GUIVARDI d'Argenteuil : - regrette l'abandon du doublement de l'A86, - souhaite la réalisation rapide de la Tangentielle, prévoir des interconnexions avec le T2 et le Tram'y, - demande des structures d'accueil pour les personnes âgées.
5			X	X							M. SEVERIN d'Argenteuil : - Prévoir TC entre la gare du Val et la zone industrielle du Val. - Créer des logements individuels sur Argenteuil - Statuer sur la Gare de grande ceinture actuellement livrée aux ferrailleurs.
6			X				X				M. NOGUIER d'Argenteuil souhaite : - plus de plantations d'alignement - l'aménagement des berges de la Seine, - le développement des coulées vertes ou agricole, - l'amélioration des TC (réseau de bus et réseau ferré).
7						X					M. CHANDERNAGOR, Sté FAYOLLES à Soisy sous Montmorency - La gestion des ressources initiales est insuffisamment prise en considération, en particulier n'apparaissent pas les réserves foncières d'extraction à proximité des sites en exploitation. Estime que le SDRIF ne s'inscrit pas dans une démarche de développement des carrières.
8	X										Mme CHEGUT déplore accessibilité de l'information et lisibilité des cartes
9			X								M. HEUDE d'Argenteuil demande la création de bus entre Argenteuil et Roissy ainsi que des interconnexions entre Argenteuil et les pôles de décisions (Cergy, La Défense)
10			X	X		X	X				Conseillère Municipale à St Gratien : Favorable au projet de SDRIF notamment en raison du rééquilibrage en logements sociaux, du développement des transports écologiques, de la sauvegarde des espaces verts, d'une meilleure répartition Est/Ouest.
11	X	X	X								M. JULLIEN ancien Maire adjoint d'Argenteuil : - regrette la taille de la carte de destination générale, - espère que le Schéma et les projets qui s'y rattachent aboutiront rapidement notamment celui de la Tangentielle Nord, - est favorable à la densification.
12			X	X							M. REYNES d'Argenteuil se dit contre le projet : - manque de réalisme en particulier concernant l'urbanisation, les objectifs de logements, - inadéquation entre la densification projetée et le développement des transports en commun notamment dans le Val d'Oise

Planche 7

TOTAL GENERAL DES OBSERVATIONS ET COURRIERS CLASSES PAR OCCURRENCE POUR CHACUN DES THEMES PRINCIPAUX RETENUS LORS DE L'ENQUÊTE SUR LA REVISION DU SDRIF

N°thème →		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Contributions du public	
Libellé des thèmes →		Usabilité des documents mis à l'enquête	La densification	Les transports	Les logements	La compatibilité du SDRIF avec les autres documents	Le SDRIF et l'activité économique	Le SDRIF et la qualité de la vie	Le SDRIF et les zones naturelles	Le SDRIF et la concertation	Le SDRIF et les zones agricoles	Pétitions (Signatures)	Total observations et/ou courriers
Départements concernés ↓													
PARIS (75)		17	33	93	47	21	45	30	33	42	13	0	159
SEINE ET MARNE (77)		61	130	344	111	29	175	137	153	17	105	0	588
YVELINES (78)		80	155	508	154	51	117	84	123	51	116	890	651
ESSONNE (91)		62	110	244	73	42	64	123	57	22	59	969	438
PETITE COURONNE	HAUTS-DE-SEINE (92)	38	125	444	117	33	77	182	49	37	17	1929	552
	SEINE-SAINT-DENIS (93)	18	47	106	79	8	45	100	22	15	6	2341	182
	VAL-DE-MARNE (94)	37	526	714	266	8	71	620	54	27	15	2	1120
TOTAL PETITE COURONNE		93	698	1264	462	49	193	902	125	79	38	4272	1854
VAL D'OISE (95)		32	58	142	53	38	38	149	62	21	49	38	255
TOTAL REGISTRES		345	1184	2595	900	230	632	1425	586	232	380	10441	3945
TOTAL COURRIERS AU PDT		84	254	718	230	103	244	282	309	68	164	126	1076
TOTAL GENERAL		429	1438	3313	1130	333	876	1707	895	300	544	10567	5021

NB : 1 courrier ou 1 observation adressé sous forme de pétition peut comporter de 1 à plusieurs centaines de signatures.

Le commissaire enquêteur a bien examiné l'ensemble des observations...

Cour Administrative d'Appel de Bordeaux
N° 06BX01509
Inédit au recueil Lebon
5ème chambre (formation à 3)
M. DE MALAFOSSE, président
Mme Florence REY-GABRIAC, rapporteur
M. POUZOULET, commissaire du gouvernement
SCP DANIEL PICOTIN, avocat
lecture du lundi 8 septembre 2008

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ...qu'il n'est ni établi ni soutenu que le commissaire-enquêteur n'ait pas analysé de façon suffisamment précise les motifs de l'hostilité au projet des personnes ayant déposé leurs observations en ce sens ; que son rapport comporte une analyse approfondie des arguments des personnes et associations défavorables au projet et reprend notamment l'analyse des critiques de l'association Indre et Nature formulées dans un courrier du 25 mars 2002, quand bien même tous les détails de ces critiques n'y sont pas rappelés ; que le commissaire-enquêteur a donc bien, dans son rapport, examiné l'ensemble des observations recueillies ; que, par suite le moyen tiré de la méconnaissance des dispositions de l'article 7 précité ne saurait être accueilli .. »

Le commissaire enquêteur n'a pas examiné l'ensemble des observations...

Cour administrative d'appel de Lyon

N°03LY01009

Inédit au recueil Lebon

1ERE CHAMBRE - FORMATION A 5

M. CHABANOL, président

M. Gérard FONTBONNE, rapporteur

M. BOUCHER, commissaire du gouvernement

GUIN, avocat

lecture du mardi 27 avril 2004

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ...Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le commissaire enquêteur, qui a analysé l'ensemble des observations présentées par des particuliers, a refusé de le faire en ce qui concerne les deux seules observations d'ordre général qui avaient été présentées par deux associations, estimant d'une part que l'une de ces associations n'avait pas à intervenir dans le débat et d'autre part, au prix d'ailleurs d'une présentation caricaturale de ces observations, qu'il n'avait pas à se prononcer sur les questions qu'elles soulevaient, et qui pourtant n'étaient pas inopérantes ; que dans ces conditions la COMMUNE DES VANS n'est pas fondée à soutenir que c'est à tort que par le jugement attaqué, le tribunal administratif a estimé que l'avis du commissaire-enquêteur était empreint de partialité et entachait d'illégalité la procédure d'élaboration des POS litigieux ; .. »

Le commissaire enquêteur n'a pas à répondre de manière détaillée à chacune des observations..

Cour Administrative d'Appel de Versailles
N° 06VE00236
Inédit au recueil Lebon
2ème Chambre
Mme VETTRAINO, président
Mme Corinne SIGNERIN-ICRE, rapporteur
Mme GRAND d'ESNON, commissaire du gouvernement
CAPIAUX, avocat
lecture du jeudi 17 juillet 2008

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ...Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, d'une part, que le commissaire enquêteur a examiné l'ensemble des observations formulées au cours de l'enquête, en les regroupant par thèmes, et a répondu aux préoccupations qui avaient été exprimées par le public en préconisant d'ailleurs des adaptations pour tenir compte de certaines de ces observations ; que si l'association requérante fait valoir qu'il n'a pas apporté de réponse à plusieurs critiques qu'elle avait émises dans le mémoire qu'elle lui a adressé, cette circonstance, alors que le rapport du commissaire enquêteur n'a pas à répondre de manière détaillée à l'ensemble des observations formulées au cours de l'enquête, n'est pas de nature à vicier la procédure suivie ; .. »

Le commissaire enquêteur a examiné la contre proposition présentée à l'enquête..

Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N° 209719
Inédit au recueil Lebon
2 / 1 SSR
M. Mary, rapporteur
Mme de Silva, commissaire du gouvernement
lecture du mercredi 6 juin 2001

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 4 de la loi du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, que le président de la commission d'enquête doit conduire l'enquête de manière à permettre au public de prendre une connaissance complète du projet et de présenter ses appréciations, suggestions et contre-propositions, qu'il doit se tenir à la disposition des personnes ou des représentants d'associations qui demandent à être entendus et que son rapport doit faire état des contre-propositions produites au cours de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage, notamment aux demandes de communication de documents qui lui ont été adressées

.../...

...Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que la commission d'enquête a examiné l'ensemble des observations, notamment celles de l'association requérante dont la contre-proposition en faveur d'un tracé différent n'a pas été dénaturée
que le président de la commission d'enquête n'était pas tenu de répondre à chacun des arguments présentés et qu'il a fait état de la contre-proposition au projet retenu que défend l'association .. »

Non prise en compte de contre propositions d'ailleurs non portées sur registre d'enquête...

Tribunal Administratif de Fort de France
lecture du 28 septembre 2006
Assaupamar
Req n°06101

...(…) «Considérant que l'Assaupamar soulève notamment le moyen tiré de ce que le commissaire-enquêteur n'a pas mentionné ses observations ; **que s'il ressort des pièces du dossier que le commissaire-enquêteur a analysé les observations portées, l'association requérante établit avoir formulé des contre-propositions qui n'ont pas été portées sur le registre d'enquête par le commissaire-enquêteur, en méconnaissance de l'article L.123-10 du Code de l'Environnement ; qu'une telle irrégularité présente un caractère substantiel...(....) »**

Observation n°1 :

Elle émane de monsieur DRUON qui demande :

- « 1) Peut-il être mis en œuvre une procédure qui permet aux avions qui sont détournés au dernier moment (atterrissage ou décollage) de ne jamais survoler les cuves,
- 2) En cas d'accident, que doivent faire les habitants, rester chez eux, se diriger vers un lieu protégé ? »

Commentaires et avis technique des services instructeurs (DRIRE + DDEA du Val d'Oise) :

Il convient tout d'abord de noter que le dépôt n'est pas situé sur un couloir aérien et que par conséquent il n'a pas vocation à être survolé par les avions qui décollent ou atterrissent. Toutefois, l'exploitant du dépôt pétrolier a répondu à l'obligation réglementaire d'étudier la chute d'un aéronef sur le dépôt, et les effets du scénario accidentel en résultant ont été pris en compte dans l'élaboration du PPRT.

Concernant les habitants, il faut souligner qu'aucune habitation n'est incluse dans le périmètre d'étude du PPRT. Les consignes à respecter par les habitants (et les tiers se trouvant dans les autres types de locaux) en cas d'accident industriel majeur ne relèvent pas du PPRT mais du PPI, qui devra être mis en révision très prochainement, pour prendre en compte les scénarios accidentels issus de l'étude de dangers remise par l'exploitant et qui a servi à l'élaboration du PPRT

Avis du commissaire enquêteur :

Sur le premier point, les risques d'occurrence de chute d'un aéronef sur le dépôt de carburant sont, en effet, limités compte tenu du fait que ce dépôt n'est pas situé sur un couloir aérien.

Ils ne sont cependant pas nuls :

- *soit parce qu'il n'est pas exclu qu'un pilote commette une erreur volontaire ou involontaire de pilotage en s'écartant de son couloir aérien et subisse à ce moment là une avarie le faisant tomber sur le dépôt,*
- *soit parce qu'un avion se trouve en situation de détresse,*
- *soit parce que des terroristes, ayant pris le contrôle de l'avion, ont délibérément choisi de le précipiter sur le dépôt de carburants.*

En tout état de cause et comme les services instructeurs le précisent, un scénario "catastrophique" et "maximaliste" a été pris en compte dans l'élaboration du PPRT, notamment quant à ses conséquences sur les biens et surtout sur les personnes.

Sur le second point le PPRT ne définit que les modalités d'un plan de protection et les consignes relèvent, en effet, d'un PPI.

Et les plans particuliers d'intervention ou PPI étant établis pour faire face aux risques particuliers liés à l'existence ou au fonctionnement d'ouvrages ou d'installations dont l'emprise est localisée et fixe, devra être mis en révision, après approbation du PPRT, pour prendre en compte les scénarios accidentels retenus pour ce PPRT..

Je prends donc acte de la volonté des services instructeurs dépendant de la préfecture du Val d'Oise de lancer la procédure de révision du PPI après mise en application du PPRT de la SMCA. Cette révision permettra de mettre à jour les consignes actuellement diffusées à la population en application du PPI existant (Cf. plaquette d'information actuellement diffusée **en pièce 12**)

Exemple de traitement des thèmes retenus

Chacun des thèmes retenus peut comporter 4 ou 5 parties.

La première partie correspond à la « **synthèse des observations ou courriers recueillis au cours de l'enquête** » et qui concernent le thème retenu. Il s'agit dans cette partie:

- de synthétiser les arguments avancés dans les observations et courriers recueillis sur le thème traité dans l'ensemble des registres;
- d'illustrer par des extraits des items les plus pertinents issus de ces observations et courriers

La seconde partie correspond à la « **synthèse des éléments figurant dans les dossiers mis à l'enquête** » et qui traitent du thème retenu. Il s'agit dans cette partie:

- de ne retenir que les éléments concernant effectivement le thème,
- d'éviter les « doublons » pour ne pas alourdir inutilement cette synthèse.

NB: Cette partie peut-être totalement vide si le maître d'ouvrage (maire) n'a pas abordé dans les documents mis à l'enquête le thème retenu. Il convient alors de le mentionner.

La troisième partie (facultative) correspond aux « **questions complémentaires que le commissaire-enquêteur (ou la commission d'enquête)** » souhaite poser au maire :

- soit pour compléter les argument recueillis dans les courriers et observations traités dans la première partie,
- soit parce que le CE ou la commission souhaite aborder des arguments ou des questions qui n'ont pas été évoquées dans les observations ou courriers recueillis.

Ces deux (ou trois) parties rédigées sont alors envoyées au maire (maître d'ouvrage) pour recueillir ses éléments de réponse, et à réception:

La quatrième partie correspond à l' « **avis et aux commentaires techniques du maître d'ouvrage (maire)** » sur les 3 premières parties traitant du thème retenu.

Le commissaire enquêteur (ou la commission d'enquête) peut alors rédiger:

La cinquième partie intitulée: « Avis du commissaire-enquêteur (ou de la commission d'enquête) » sur le thème retenu.

NB: Le CE (ou la commission d'enquête) peut également parfaitement aborder et traiter un thème qui n'aurait absolument pas été abordé dans les observations ou courriers recueillis, auquel cas la première partie serait vide.

Les critères de la DUP : jurisprudence Ville nouvelle Lille Est et la théorie du bilan

**Conseil d'Etat
statuant
au contentieux
N°78825**

Publié au recueil Lebon

ASSEMBLEE

M. PARODI, président

M. MANDELKERN, rapporteur

M. BRAIBANT, commissaire du gouvernement

lecture du vendredi 28 mai 1971

**REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE Français**

**« ... CONS. QU'UNE OPERATION NE PEUT ETRE LEGALEMENT DECLAREE D'UTILITE PUBLIQUE QUE SI LES
ATTEINTES A LA PROPRIETE PRIVEE, LE COUT FINANCIER ET EVENTUELLEMENT LES INCONVENIENTS D'ORDRE
SOCIAL QU'ELLE COMPORTE NE SONT PAS EXCESSIFS EU EGARD A L'INTERET QU'ELLE PRESENTE... »**

PLAN DE L'EXPOSE

I – INTRODUCTION

II – METHODOLOGIE DU RAPPORT

21 – Introduction

22 – Premier document : le rapport stricto sensu

221 – Première partie : généralités

222 – Seconde partie : les modalités d'organisation et de déroulement de ou des enquêtes

2221 – L'organisation

2222 – Le déroulement

223 – Troisième partie : Analyse des observations et appréciations commissaires enquêteurs

2231 – Le dépouillement des observations et courriers

2232 – Le cas particulier de l'enquête de DUP

23 – Second document : les conclusions du commissaire enquêteur

231 – Rédaction des conclusions

2311 – Conclusions dans document séparé ou pas?

2312 – De l'objectif au subjectif

2313 – Des conclusions partielles à la conclusion finale

232 – Motivation des conclusions

2321 – L'obligation de prendre parti

2322 – Qu'entend-on par motivations?

233 – Avis favorable ou défavorable

234 – Vœux, souhaits, recommandations et réserves



PREAMBULE

TA de Lyon
30 juin 2009

LA RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

.../...

Considérant que le fait, pour le commissaire-enquêteur, de s'être mépris sur l'objet de sa mission, et de ne pas avoir motivé son avis favorable dans les conditions prévues par les dispositions de l'article R. 123-11 du code de l'urbanisme, est constitutif d'une **faute**, qui présente un lien direct et certain avec l'annulation, par le tribunal de céans, de la délibération en date du 13 février 2001 approuvant la révision du plan d'occupation des sols; que cette **faute est de nature à engager la responsabilité de l'Etat;**

Considérant qu'eu égard à l'autonomie du commissaire-enquêteur par rapport au bénéficiaire du projet soumis à l'enquête publique, la commune de Péron ne disposait d'aucune possibilité d'intervention en vue d'éviter l'irrégularité de procédure à l'origine de l'annulation de la délibération du 13 février 2001; que, par suite, **aucune faute exonératoire de la responsabilité de l'Etat ne peut être retenue à son encontre;**

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que **l'Etat doit être déclaré entièrement responsable des conséquences dommageables de l'irrégularité de la procédure d'enquête publique** préalable à l'approbation de la révision du plan d'occupation des sols de la commune de Péron approuvée par délibération du 13 février 2001;

.../...

Il suffit que les conclusions non séparées soient identifiables....

Cour administrative d'appel de Douai

N° 07DA00549

Inédit au recueil Lebon

1^{re} chambre - formation à 3

Mme Tricot, président

M. Olivier Yeznikian, rapporteur

M. Lepers, commissaire du gouvernement

SKADDEN ARPS SLATE MEAGHER FLOM LLP, avocat

lecture du vendredi 6 juillet 2007

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

« ...qu'ainsi, et alors même que la commission d'enquête a omis, contrairement à ce qui est prévu à l'article 20 du décret du 23 avril 1985, de présenter ses conclusions motivées dans « un document séparé », il ressort de l'examen du rapport tel qu'il vient d'être résumé qu'il comporte, sous forme de paragraphes rédigés en italique insérés dans le corps du rapport, l'avis personnel, précis et motivé de la commission d'enquête à la fois sur le projet pris dans son ensemble ainsi que sur ses aspects les plus importants ou sur ceux qui avaient fait l'objet d'observations particulières ; que les conclusions de la commission étaient, de cette manière, identifiables sans ambiguïté dans le corps du texte même si elles n'ont pas été reprises de manière synthétique en dernière partie du rapport ; que, par suite, les défauts, certes regrettables, de rédaction du rapport n'ont pas, en l'espèce, présenté le caractère d'un vice substantiel de nature à entacher la procédure d'enquête publique d'irrégularité ... »

Les conclusions séparées ne seraient applicables qu'aux enquêtes de type Bouchardeau...

Cour administrative d'appel de Douai

N°02DA00448

Inédit au recueil Lebon

1RE CHAMBRE - FORMATION A 3

M. Merloz, président

M. Quinette, rapporteur

M. Yeznikian, commissaire du gouvernement

SCP LECLERCQ CARON, avocat

lecture du jeudi 12 février 2004

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

« ...Considérant, en dernier lieu, que les dispositions de l'article 20 du décret du 23 avril 1985 modifié susvisé, qui imposent au commissaire-enquêteur de consigner ses conclusions dans un document séparé du rapport relatant le déroulement de l'enquête, ne sont pas applicables aux enquêtes relatives aux plans d'occupation des sols... »

THEME N°3 : Indemnités et réglementation PAC

Avis de la commission d'enquêtes

- Les réponses de GRTgaz sont explicites ; elles répondent globalement aux questions du public et à celles de la Commission d'enquêtes ; par ailleurs, GRTgaz a abordé une partie des indemnités dans la rubrique "Modalités de réalisation de la canalisation de gaz et remise en état des terrains traversés".
- Il est également noté la prise en compte par GRTgaz des situations particulières engendrées par les travaux de la canalisation de gaz : risque de pertes d'exploitation pour le Centre hippique des Vignes et pour M. DUBOIS (diminution de l'activité chasse), notamment.
- Concernant les conséquences des travaux sur la gestion par les agriculteurs de leur dossier "PAC", la Commission d'enquêtes apprécie le rapprochement avec les Chambres d'Agriculture des 2 départements concernés ; elle insiste toutefois sur l'aspect très spécifique de la réglementation PAC et des contrôles effectués par les DDAF notamment sur les surfaces déclarées (déclaration faite chaque année en avril – mai).
- Elle approuve donc la présence d'une personne dans l'équipe constituant le bureau de chantier qualifiée en agriculture et souhaite que celle-ci soit sensibilisée et formée à cette réglementation.

CONCLUSIONS ENQUÊTE D.U.P. GRT GAZ

En conclusion la commission d'enquêtes donne un **avis favorable** à la déclaration d'utilité publique (DUP) en vue de l'établissement de servitudes de cet ouvrage de construction et d'exploitation de la canalisation de transport de gaz Saint Arnoult-des-Bois – Fontenay-Mauvoisin dite "Liaison Beauce-Mantois" avec les 6 **recommandations** suivantes :

Recommandations : (Les recommandations correspondant à des préconisations vivement souhaitées, la commission d'enquêtes demande donc qu'elles soient prises en considération)

Recommandation 1

- La commission d'enquêtes demande que GRTgaz précise les aménagements nécessaires à envisager, au cas par cas, dans les parcelles traversées par le projet ou environnantes, susceptibles de présenter des risques d'inondation.

Recommandation 2

- La commission d'enquêtes demande que l'avis de la D.D.A.F. soit sollicité sur les travaux spécifiques à réaliser.

Recommandation 3

- **La commission d'enquêtes demande que la personne qualifiée en agriculture présente dans l'équipe constituant le bureau de chantier, soit également sensibilisée et formée à la réglementation très spécifique de la PAC.**

Recommandation 4

- La commission d'enquêtes demande que le principe admis de contre-visites au-delà d'un an après les travaux soit acté dans l'avenant au Protocole National entre la profession agricole et GRTgaz.

Recommandation 5

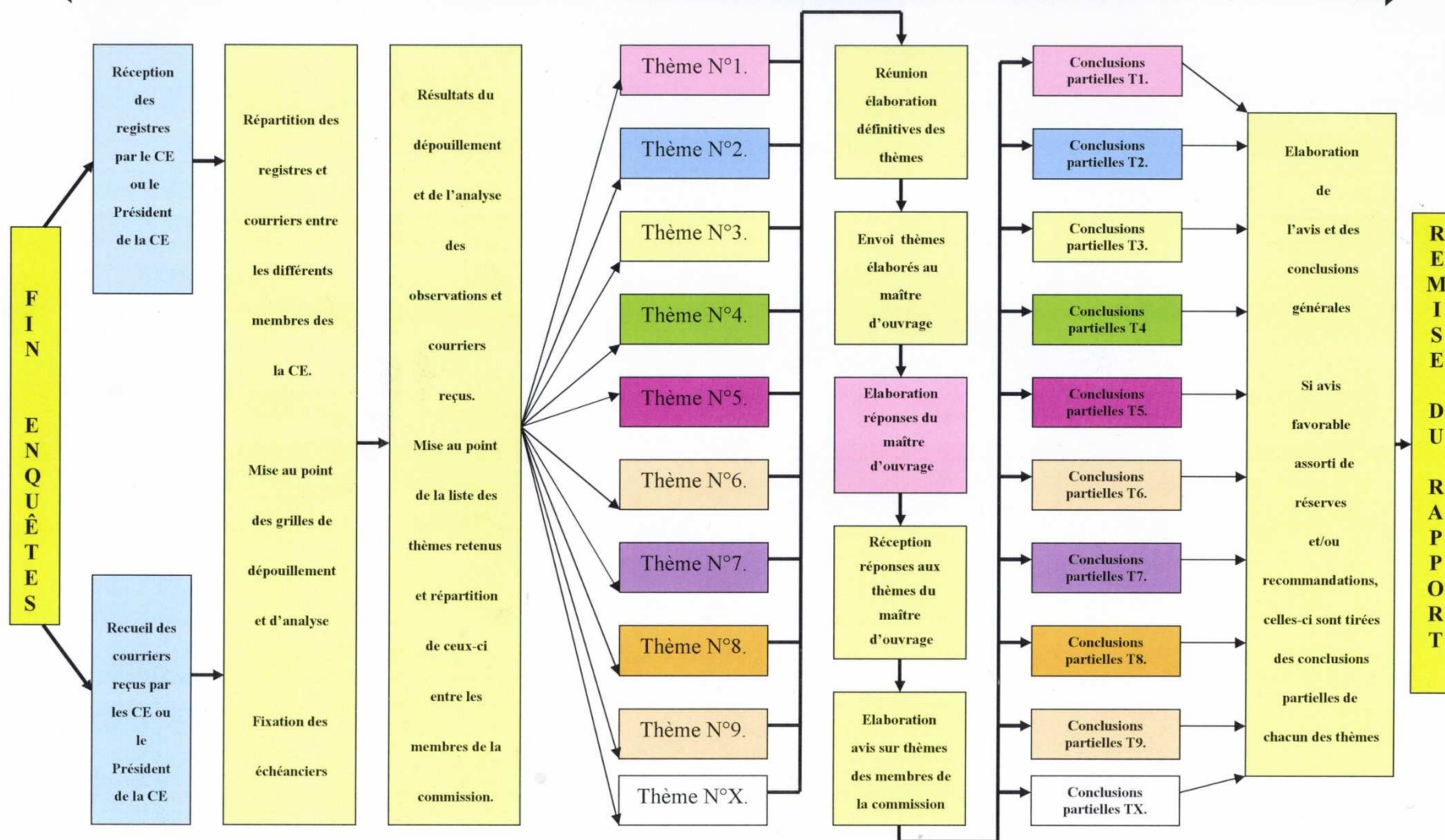
- La commission d'enquêtes demande que ce Protocole National soit ensuite envoyé dans toutes les mairies concernées avec les barèmes d'indemnisation au titre des dégâts pour chacun des départements des Yvelines et d'Eure et loir.

Recommandation 6

- En fonction de du tracé définitivement retenu pour la future canalisation, la commission d'enquêtes demande que GRTgaz prenne contact avec l'ensemble des propriétaires pour les informer et éventuellement les rassurer sur le devenir de leur parcelle.

SCHEMA D'ELABORATION DU RAPPORT D'ENQUÊTE ET DES CONCLUSIONS

1 mois maximum (DUP : 6 mois) sauf si difficultés motivées



Le commissaire enquêteur doit donner son avis personnel :

En se livrant à une appréciation des avantages et inconvénients du projet

Et/ou en pesant les éléments pour ou contre le projet

En donnant les raisons qui déterminent son avis,

En prenant position sur les objections au projet qui sont les plus significatives,

En ayant recours à une synthèse dégagant explicitement son avis personnel

Cour administrative d'appel de Douai

N° 00DA00381

Inédit au recueil Lebon

1ERE CHAMBRE

Mme Sichler, président

M. Quinette, rapporteur

M. Yeznikian, commissaire du gouvernement

SCP NICOLAY & LANOUELLE, avocat

lecture du mardi 22 juillet 2003

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

«... Considérant qu'il résulte de l'instruction que le commissaire-enquêteur a examiné l'ensemble des observations consignées et annexées au registre d'enquête ; qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'imposait que fût précisé dans le rapport d'enquête le caractère favorable ou défavorable des observations qu'il recense ; que le commissaire-enquêteur qui n'avait pas à se conformer à l'opinion manifestée par les personnes ayant participé à l'enquête, fussent-elles majoritaires a, comme il y était tenu, exprimé son avis personnel... »

**Conseil d'Etat statuant au contentieux
N°140298**

Inédit au Recueil Lebon

M. Zémor, Rapporteur

M. Lasvignes, Commissaire du gouvernement

Lecture du 1 février 1995

**REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

... « Considérant que le commissaire enquêteur, au terme de l'enquête publique prescrite en vue de la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement et de protection du littoral de la commune de Saint-Jorioz, a émis un avis favorable à ce projet ; qu'en exprimant diverses recommandations, relatives notamment à la nécessité de conserver autant qu'il est possible le cadre naturel, le commissaire enquêteur a formulé des vœux qui ne sauraient être assimilés, ni à des réserves, ni à des conditions auxquelles aurait été subordonné le caractère favorable de l'avis émis;... »

Rédaction de l'avis avec réserves et recommandations clairement exprimées

Planche 13

.../...

La commission d'enquêtes est donc FAVORABLE au titre de l'enquête dite enquête "voiries" à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants découlant du projet de réaménagement du quartier de XXXX avec les 2 réserves⁽¹⁾ et les 3 recommandations⁽²⁾ suivantes :

RESERVES ⁽¹⁾ (Si la réserve n'est pas levée, l'avis est réputé défavorable).

Réserve 1 :

La commission d'enquêtes demande que le maître d'ouvrage mette à disposition

Réserve 2 :

La commission d'enquêtes demande que....

RECOMMANDATIONS ⁽²⁾ : (Les recommandations correspondant à des préconisations vivement souhaitées, la commission d'enquêtes demande qu'elles soient prises en considération)

Recommandation N°1 :

La commission d'enquêtes recommande au maître d'ouvrage de proposer un itinéraire ...

Recommandation N°2 :

La commission d'enquêtes considère, qu'en liaison avec la Préfecture de Police de Paris, la mairie de Paris devra poursuivre...

Recommandation N°3 :

La commission d'enquêtes estime que les procédures d'engagement des moyens de secours répertoriées en cas d'événements graves ou d'accidents de grande ampleur devront être testées...

Requalification avis du commissaire enquêteur suite à réserve non satisfaite

JURISPRUDENCE 25

Conseil d'État statuant au contentieux

N° 230432

Inédit au Recueil Lebon

M. Chantepy, Rapporteur

*M. Piveteau, Commissaire du gouvernement

M. Stirn, Président

DE NERVO

Lecture du 3 novembre 2003

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE Français

« ...Considérant qu'aux termes de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1983 : Les juridictions administratives, saisies d'une demande de sursis à exécution d'une décision prise après des conclusions défavorables du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête, font droit à cette demande si l'un des moyens invoqués dans la requête paraît, en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier l'annulation ; qu'il ressort des énonciations non contestées de l'arrêt attaqué que le commissaire-enquêteur avait mis comme condition, qu'il qualifiait de draconienne et irréversible, à l'avis favorable qu'il rendait sur le projet de plan d'occupation des sols révisé de la commune, l'exclusion de toute construction de logements dans la zone dite Saint-Lazare ; qu'après avoir, par une appréciation souveraine, estimé que la délibération du conseil municipal approuvant le plan d'occupation des sols révisé de la commune n'avait, en limitant les constructions de logements dans cette zone, que partiellement pris en compte cette réserve, la cour administrative n'a pas commis d'erreur de droit en regardant l'avis du commissaire-enquêteur comme défavorable au classement de cette zone en zone III NA et en faisant, par suite, application des dispositions précitées de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1983 ;...»